

Unité départementale de l'Aisne  
44, Rue de Tournai  
CS 40 259  
59019 Lille Cedex

Lille, le 27/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SPR (SOCIETE PICARDIE REGENERATION)**

5 ROUTE DE SOISSONS  
02300 Chauny

Références : 06/11/2025  
Code AIOT : 0005100177

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2025 dans l'établissement SPR (SOCIETE PICARDIE REGENERATION) implanté 5, route de Soissons 02300 Chauny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente inspection du 06/11/2025 se tenait en vue du récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22/04/2025. Cet arrêté enjoignait l'exploitant de l'établissement SPR à Chauny de réaliser des visites Externes Détaillées pour les 51 réservoirs de son site concernés par un suivi au titre de la démarche du Plan de Modernisation des Installations Industrielles (PM2I).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SPR (SOCIETE PICARDIE REGENERATION)

- 5, route de Soissons 02300 Chauny
- Code AIOT : 0005100177
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La Société Picardie Régénération (SPR) fait partie de SARP Industrie, filiale du groupe VEOLIA. Elle est spécialisée dans le traitement de déchets dangereux, et plus particulièrement, la régénération de déchets de solvants non halogénés via une tour de distillation avec une capacité de 40 000 t/an. La société compte 34 salariés.

L'établissement est autorisé à exploiter ses installations sur la commune de CHAUNY par l'arrêté préfectoral du 22/05/2006. L'arrêté préfectoral complémentaire du 13/10/2020 acte le classement Seveso Seuil Haut par dépassement direct du seuil associé à la rubrique 4510 "Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1".

La société SPR est autorisée au titre des rubriques principales suivantes :

- 2718 : Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux
- 2770 : Installation de traitement thermique de déchets dangereux
- 2790 : Installation de traitement de déchets dangereux

L'établissement relève également de la directive IED au titre des rubriques 3510 "Élimination ou valorisation des déchets dangereux" (rubrique principale) et 3550 "Stockage temporaire de déchets dangereux". Il est concerné par le BREF WT « Traitement des déchets ».

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 PMII
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                        | Autre information        |
|----|---|--|--------------------------|
| 1  | Récollement - Arrêté préfectoral de mise en demeure -PM2I | AP de Mise en Demeure du 22/04/2025, article 1 | Levée de mise en demeure |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une inspection DREAL avait été effectuée le 06/02/2025 sur l'établissement SPR (Société Picardie Régénération) sur la commune de Chauny ayant pour objet le Plan de Modernisation des Installations Industrielles (PM2I). Par cette démarche sont prescrits des contrôles périodiques d'équipements industriels : réservoirs, tuyauteries, rétentions,...

Lors de cette visite, l'Inspection de l'Environnement avait relevé 1 non-conformité, relative à l'absence de contrôle quinquennal depuis plus de 5 ans pour tous les réservoirs de stockage du site à suivre. L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22/04/2025 enjoignait l'exploitant de se remettre en conformité sur ce point sous 4 mois.

La visite DREAL du 06/11/2025 a permis de constater la remise en conformité du site. L'exploitant a fait procéder aux visites Externes Détaillées pour les 51 réservoirs concernés sur son site. L'Inspection considère que la non-conformité constatée le 06/02/2025 a été levée et **propose à Mme la Préfète d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22/04/2025.**

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Récolement - Arrêté préfectoral de mise en demeure -PM2I

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 22/04/2025, article 1  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Visites externes détaillées de réservoirs de stockage   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La Société Picardie Régénération (...) est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 29-1 et 29-3 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 susvisé en réalisant <u>sous 4 mois</u> (à compter de la notification du présent arrêté) <b>une visite Externe Détaillée pour l'ensemble des réservoirs de stockage de son établissement</b> qui sont à suivre dans le cadre du Plan de Modernisation des Installations Industrielles.</p> <p>Ces visites doivent respecter les dispositions des articles 29-1, 29-3, 29-5 et 29-6 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 modifié susvisé.</p> <p>(...) L'exploitant tiendra à disposition de l'Inspection de l'Environnement les comptes-rendus des visites Externes Détaillées ainsi réalisées.</p>  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>La visite DREAL <u>du 06/02/2025</u> sur l'établissement SPR à Chauny avait porté sur l'application de la démarche du Plan de Modernisation Industrielles (PM2I) sur les réservoirs de stockage, les rétentions / massifs et sur les tuyauteries et capacités.</p> <p>Lors de cette visite, l'Inspection avait constaté que l'ensemble des réservoirs de stockage du site étaient en dépassement d'échéance de réalisation de leur visite Externe Détaillée (dernière visite datant de janvier 2016 pour une périodicité quinquennale). Sur proposition de la DREAL, et par arrêté préfectoral du 22/04/2025, l'exploitant a été mis en demeure de remettre en conformité sous 4 mois le suivi des réservoirs de stockage concernés par le PM2I.</p> <p>Par courrier du 17/07/2025, l'exploitant avait transmis ses réponses aux demandes formulées par l'Inspection à la suite de la visite du 06/02/2025. En particulier, pour les visites Externes Détaillées des réservoirs de stockage, l'exploitant indiquait avoir fait réaliser ces visites et être en attente des derniers comptes-rendus de la part de l'organisme de contrôle.</p> <p>La présente inspection <u>du 06/11/2025</u> avait pour objectif de vérifier la remise en conformité du suivi des réservoirs de stockage et, le cas échéant, de récolement la mise en demeure.</p> <p>L'ordre du jour de la visite était :</p> |

1. les démarches réalisées par l'exploitant pour se remettre en conformité ;
2. l'examen de la liste de suivi des réservoirs concernés par le PM2I ;
3. l'examen par sondage de 2 dossiers d'équipements concernés par la mise en demeure.

### **1) Démarches réalisées :**

L'exploitant a fait intervenir l'organisme de contrôle APAVE pour la réalisation des visites externes détaillées. Les visites se sont étalées de février à juillet 2025. Les derniers rapports ont été transmis à l'exploitant courant octobre 2025.

L'exploitant a indiqué que tous les réservoirs de stockage concernés ont bien fait l'objet d'une visite externe et que ces visites ont conclu à la possibilité de poursuivre leur exploitation jusqu'au prochain contrôle. Les Inspecteurs ont vérifié la correspondance entre les noms des réservoirs contrôlés en 2025 (dans les noms des fichiers) et la liste des réservoirs à suivre au titre du PM2I sans constater d'écart.

A noter que le réservoir T114 a fait l'objet d'un 2ème contrôle de l'APAVE (avec visite interne) en juillet 2025, mais *in fine* avec une conclusion favorable à la poursuite d'exploitation du réservoir (cf. ci-après).

### **2) Liste de suivi des réservoirs :**

L'exploitant ne dispose pas de liste des réservoirs avec le rappel des échéances des contrôles à venir, mais plutôt d'un fichier de type tableur Excel rassemblant les visites réalisées (1 onglet par réservoir). Le suivi des échéances de contrôle se fait par une Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO).

Pour les différents réservoirs contrôlés par sondage dans le fichier Excel, il y a bien une visite Externe Détaillée indiquée comme réalisée entre février et juillet 2025. L'Inspection n'a pas relevé d'écart dans la mise à jour de ce fichier.

### **3) Examen de comptes-rendus de visites Externes Détaillées :**

Pour la suite de cette inspection, la DREAL a procédé au contrôle par sondage des comptes-rendus de visites Externes Détaillées pour les 2 réservoirs suivants : réservoirs T114 et T613.

#### **Réservoir T114 :**

Il s'agit d'un réservoir d'une capacité maximale de 90 m<sup>3</sup> situé dans le hall 4. Ce réservoir est en acier et a été mis en service en 1998. Il est utilisé pour stocker des solvants et liquides inflammables.

Ce réservoir a fait l'objet d'une première visite de type Externe Détaillée en mars 2025. L'exploitant a présenté le compte-rendu réf. rapport APAVE n°134801287-002-1 du 14/03/2025. Dans son rapport, l'APAVE a constaté de la corrosion en partie basse du réservoir côté extérieur. En conclusion, l'APAVE a préconisé la réalisation d'une visite interne du réservoir pour s'assurer de l'absence de corrosion côté intérieur (remarque R1).

Par ailleurs, la visite portait également sur le radier béton de la rétention. L'APAVE a relevé une fissure (remarque R2). Par mél du 16/04/2025, l'APAVE a classé ce désordre en D2 selon la classification du § 6.3 du guide DT92. Ce défaut est à corriger sous 5 ans.

L'exploitant a ensuite présenté le compte-rendu de la visite Hors Exploitation Détaillée réf.

rapport APAVE n°135101629-001-1 du 22/07/2025. Dans sa conclusion, l'APAVE était favorable à la poursuite d'exploitation du réservoir à la condition de réaliser une visite Hors-Exploitation Détaillée (HED - donc avec visite interne) lors des 2 prochaines visites quinquennales. L'Inspection a noté que le fichier de suivi type Excel ne permet pas d'attirer l'attention sur la nécessité de procéder à une visite type HED lors des 2 prochaines visites de périodicité 5 ans.

#### Réservoir T613 :

Il s'agit d'un réservoir d'une capacité maximale de 38 m<sup>3</sup>, située en extérieur en façade Sud du Hall 2.

Ce réservoir est en acier inox et a été mis en service en 2018.

L'exploitant a présenté le compte-rendu réf. rapport APAVE n°134801293-001-1 du 14/03/2025. Dans le cadre de cette visite, des mesures d'épaisseurs ont été réalisées sur 6 génératrices de la robe. Dans son rapport, l'APAVE s'est prononcée de façon favorable sans réserve à la poursuite d'exploitation du réservoir jusqu'à son prochain contrôle. L'APAVE a assorti sa conclusion d'une remarque non bloquante relative à la dégradation de la peinture au niveau de l'embase (remarque R1).

Comme suite des échanges tenus en salle avec l'exploitant, la DREAL confirme que les mesures d'épaisseur ne sont pas requises par le guide DT 94 sur les toits de réservoirs lors des visites Externes Détaillées ou Hors Exploitation Détaillées.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Par l'examen réalisé sur la liste des réservoirs concernés par le PM2I, ainsi que sur les comptes-rendus de visites de 2 réservoirs pris par sondage, l'Inspection a constaté que l'exploitant s'est remis en conformité à propos des visites Externes Détaillées qui étaient à réaliser pour les 51 réservoirs de stockage de son établissement.

**Par conséquent, l'Inspection propose à Mme la Préfète de l'Aisne d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22/04/2025.**

**Observation n°01 : L'exploitant s'assurera que, pour le réservoir T114, le système de Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO) du site a bien été mis à jour pour que des visites Hors Exploitation Détaillées soient réalisées en 2030 et 2035, conformément à la recommandation de l'APAVE.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure